

**Union européenne - Sommet des
pays du Sud de l'Union européenne
- Déclaration de M. François
Hollande, président de la
République**

(Lisbonne, 28 janvier 2017)

Je voudrais d'abord remercier Antonio Costa pour l'invitation. C'est la deuxième réunion que nous faisons dans ce format avec les pays d'Europe du Sud. La première était à Athènes ; c'était Alexis Tsipras qui en avait pris l'initiative. Il y aura d'autres réunions qui viendront au cours des mois ou des années prochains.

Ce qui compte, c'est l'esprit. Il ne s'agit pas d'une organisation ; il s'agit d'une réunion informelle au service de toute l'Union européenne. Et si nous sommes rassemblés ici, pays que l'on appelle le sud de l'Europe, c'est pour parler au nom de toute l'Europe des questions qui peuvent concerner les pays qui sont ici rassemblés et qui sont des pays frontières pour beaucoup de l'Union européenne. D'où la préparation que nous avons voulu mettre à l'ordre du jour de la réunion de Malte qui traitera du rapport avec la Libye et aussi de ce que nous avons à faire en matière de lutte contre l'immigration clandestine et d'accueil de populations réfugiées.

Nous avons aussi comme ambition de porter pour la réunion de Rome, pour le 60e anniversaire du Traité, les priorités qui nous paraissent être celles de l'Europe de demain : une Europe qui doit être sûre, une Europe qui doit être protectrice, une Europe qui doit être capable d'assurer, dans le cadre de l'Alliance atlantique, sa défense ; une Europe qui doit s'intégrer, peut-être par coopération différenciée entre les pays selon leur propre volonté ; et une Europe qui doit être également plus prospère, plus soucieuse de progrès pour tous. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu que pour le 60e anniversaire du Traité, nous puissions définir une feuille de route, une stratégie qui donne à l'Europe la confiance qu'elle doit accorder d'abord à elle-même avant de se poser la question de savoir comment elle doit discuter avec d'autres. C'est ensemble et par nous-mêmes que nous devons définir ce que nous voulons faire de l'Union européenne.

Ici, ce sont des pays qui, il y a cinq ans, étaient dans des difficultés économiques ; il y avait la crise de la zone euro. Tous ces pays ont fait des efforts considérables pour mener des réformes, ont rétabli une grande partie de leurs comptes et se trouvent dans une situation économique bien meilleure qu'il y a cinq ans.

Mais cette étape ne suffit pas. Il faut maintenant ouvrir une autre étape qui doit être celle de la convergence des politiques économiques, de la coordination des politiques économiques, autour de la croissance et de l'emploi et également de ce que doivent être les industries de demain, les nouvelles technologies - le numérique, la transition énergétique. C'est ce que nous devons aussi porter lors de ce sommet de Rome, si important à la fois pour évoquer l'Histoire

et ce qui a justifié la construction européenne, mais également surtout pour l'avenir. Qu'est-ce qui doit aujourd'hui mobiliser les peuples pour l'Union européenne au moment même où il y a des tentations de division ou des menaces qui viennent ou de l'intérieur ou de l'extérieur ?

C'est vrai qu'il y a des défis que nous sommes aujourd'hui obligés de relever. Des défis qui tiennent à notre sécurité - le terrorisme, les guerres à nos frontières - il y a le défi climatique parce que nous avons pris des engagements et que nous devons les respecter ; il y a le défi des migrations et c'est pourquoi nous devons avoir une relation privilégiée avec l'Afrique. Il y a le défi aussi de savoir si nous sommes capables de définir une politique étrangère, une politique commune et d'influencer le monde. Nous devons mener un dialogue ferme avec la nouvelle administration américaine qui a aussi à faire la démonstration qu'elle veut régler les problèmes que nous connaissons ensemble. J'ai évoqué la crise du Moyen-Orient, la question de l'Ukraine, les problèmes liés au terrorisme, la mise en oeuvre de l'accord sur le climat et les questions commerciales. Nous sommes un continent qui a toujours été ouvert tout en fixant des règles, qui veut toujours avoir des relations avec les autres, fondées sur des principes et des grandes négociations. Nous sommes un continent qui s'est créé non pas contre les autres, mais pour nous-mêmes et pour le monde ; pour nous-mêmes, pour assurer notre propre bien commun et pour le monde, pour porter des valeurs d'échanges, de liberté, de démocratie et de paix.

Le protectionnisme n'est pas dans notre génome, j'allais dire, dans nos gènes européens. Nous devons là-dessus être clairs : nous ne voulons pas ouvrir dans n'importe quelles conditions nos marchés parce que nos productions doivent également être soutenues. Nous luttons contre le dumping, nous l'avons encore montré par rapport à certaines productions y compris venant de Chine. Mais nous sommes pour des relations commerciales qui doivent être équilibrées. C'est le sens de ce que nous aurons aussi à porter dans le dialogue avec les États-Unis, avec la nouvelle administration américaine. Mais d'abord - et c'est l'enjeu de Rome - d'abord faire que l'Europe ait confiance en son avenir et donne confiance au peuple, ce qui suppose d'être clair sur ses priorités./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)